

# Libérer le travail

Pourquoi la gauche s'en moque  
et pourquoi ça doit changer

## Du même auteur

*Manifeste d'économistes atterrés*  
(avec P. Askenazy, A. Orléan, H. Sterdyniak)  
Les Liens qui libèrent, 2011

*Les Chemins de la transition*  
(dir., avec D. Flacher et D. Méda)  
Utopia, 2011

*Jalons vers un monde possible*  
Le Bord de l'eau, 2010

*Démocratie contre capitalisme*  
La Dispute, 2005

*Conditions de travail : les enseignements de vingt ans d'enquêtes*  
(dir., avec J. Bué et I. Puech),  
Octares, 2004

*Critique de l'organisation du travail*  
La Découverte, coll. « Repères », 1999 ; 2<sup>e</sup> édition 2002

*L'Entreprise néo-libérale, nouvelle utopie capitaliste ?*  
La Découverte, coll. « Textes à l'appui / Économie », 1998

*THOMAS COUTROT*

# Libérer le travail

Pourquoi la gauche s'en moque  
et pourquoi ça doit changer

*ÉDITIONS DU SEUIL*  
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV<sup>e</sup>

Ce livre est édité sous la direction de Christian Chavagneux

ISBN : 978-2-02-139037-7

© Éditions du Seuil, mars 2018

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

## Introduction

« Libérer le travail » : cet engagement d'Emmanuel Macron a fortement contribué à son élection, comme « Travailler plus pour gagner plus » ou « Mon ennemi, c'est la finance » pour ses prédécesseurs. À peine élu, il a tenu sa promesse : la gouvernance des entreprises est rééquilibrée en faveur des élu.e.s du personnel et des ONG concernées par leur activité ; les indicateurs sociaux et écologiques pèseront désormais autant que les ratios financiers. Les actionnaires stables auront des droits de vote supérieurs aux actionnaires spéculatifs. Les marchés publics privilégieront les entreprises collaboratives et solidaires. Les comités d'entreprise codétermineront les conditions de travail. Le salaire de base sera maintenu en cas de chômage ou de formation. Fini les restructurations anxieuses : dorénavant les innovations dans le travail épanouiront les salarié.e.s et réduiront les pollutions.

Trêve de fantaisie... « Libérer le travail », on le savait, voulait dire tout autre chose : le débarrasser, autant que possible, des « rigidités » qui découragent les investisseurs. Pour le rendre aussi liquide et profitable qu'un titre financier. Car vous comprenez, de nos jours, il faut bien ça pour que les « investisseurs »... investissent au lieu de spéculer.

Contre les réformes néolibérales du travail – qui accompagnent l'effritement du salariat et l'ubérisation de la société –, on

a raison de protester. Mais défendre les acquis le dos au mur est insuffisant. Les « Trente Glorieuses » furent fondées sur un compromis social où les salariées acceptaient de subir un « travail en miettes » aliéné en échange de hausses de salaires. Ce « New Deal » entre subordination du travail et croissance économique partagée n'est désormais ni possible ni souhaitable, ne serait-ce que pour le climat dont la dégradation s'accélère de façon inquiétante. Nous avons besoin d'un souffle nouveau, d'un imaginaire mobilisateur, d'un « avenir désirable ». Je vais ici soutenir que la liberté du travail pourrait en constituer un pilier.

Sous le joug financier, notre travail est en train de détruire notre monde commun. Souffrance au travail et destruction écologique ont la même source : une organisation néotaylorienne du travail focalisée sur le rendement financier et indifférente à ses autres effets. Cette machine à extraire le profit écrase le travail vivant : celui qui mobilise notre corps, nos sens, notre intelligence, notre sensibilité, notre créativité, notre empathie, et fait de nous, dans l'épreuve de la confrontation au monde, des êtres humains<sup>1</sup>. Elle veut en faire un travail standardisé, numérisé, automatisé, délocalisé, converti en chiffres, indicateurs, ratios financiers et finalement en capital accumulé, que Marx qualifiait de « travail mort » pour rappeler que les équipements proviennent toujours d'un travail passé. Ce « travail mort » fait de nous des précaires, surnuméraires, harcelés, pressurés, déprimés, juste bons à nous endetter, à consommer et polluer à outrance pour nous sentir encore exister.

Le taylorisme est une politique du travail mort, mais le travail vivant résiste. Dans des conditions difficiles, parfois désespérées, les salarié.e.s s'efforcent de continuer à bien faire leur travail, à

1. Christophe Dejours, *Travail vivant*, t. II : *Travail et émancipation*, Paris, Payot, 2009.

satisfaire les client.e.s et les usagers dans leurs besoins réels, à limiter les dégâts écologiques et humains. Ils dépensent une énergie folle à concilier leur éthique personnelle et professionnelle avec les objectifs qui leur sont imposés. Souvent, ils n'en ont plus les moyens : ils sont alors atteints dans leur santé psychique et physique, comme le montre l'explosion des pathologies liées au travail, reconnues par la sécurité sociale ou non. Mais si l'épidémiologie a bien documenté les dégâts que la dégradation du travail inflige à la santé, les sciences politiques n'ont pas pris la mesure des dégâts causés à la démocratie : je montrerai ici comment la soumission imposée dans le travail pousse les salariés à la passivité ou à l'autoritarisme politique dans la cité.

Ces dommages ne laissent pas la société inerte.

Depuis vingt ans, l'opinion publique montre une extrême sensibilité au thème de la souffrance au travail – on ne compte plus les ouvrages, articles de presse, reportages et films sur le sujet. Cela manifeste l'existence d'une réserve latente d'énergie sociale inemployée. C'est de la résistance acharnée des femmes et des hommes au travail, qui veulent malgré tout « donner forme humaine au monde<sup>1</sup> », que pourraient surgir les ressources nécessaires pour modifier les rapports de force sociaux et inventer une politique du travail vivant.

L'initiative viendra difficilement des États. Nous aimerions pouvoir compter sur nos élus pour engager les changements qui préserveraient la possibilité d'une vie décente sur cette planète. Mais dans la concurrence mondiale, les dirigeants œuvrent d'abord pour les grandes firmes dont la prospérité leur semble conditionner celle des territoires et dont les financements permettent leur élection. En France comme aux États-Unis, en

1. Philippe Davezies, « Réponse au texte “Les dilemmes d'un débat centré sur l'activité” de Pascal Vitte », *Pistes*, 15 février 2013, [www.pistes.revues.org/3462](http://www.pistes.revues.org/3462).

Russie, en Turquie, en Chine... , milieux d'affaires et classe politique ont fusionné pour former une caste qui vit dans sa bulle, se préparant aux catastrophes qui s'annoncent<sup>1</sup> et indifférente au sort des gens communs.

Nous aimerions compter sur la gauche pour formuler un projet ajusté à ces défis. Mais beaucoup de ses leaders, quand ils n'ont pas déserté, persistent à croire que l'État, pour peu qu'il prenne les commandes de l'économie, pourrait relancer une croissance soi-disant « verte », plus soutenable et plus juste. D'autres se réfugient dans le rêve d'une société sans travail où le capital distribuerait généreusement à chacun un revenu universel décent.

Ce rêve n'a pas encore été mis à l'épreuve, on y reviendra. Mais la stratégie de l'État émancipateur a échoué. Dans sa version social-démocrate, elle s'est enlisée dans l'accompagnement du néolibéralisme. Sa version léniniste a engendré un cauchemar pire que le capitalisme.

Cela n'avait rien de bien surprenant pour les socialistes libertaires – tels Daniel Guérin – ou autogestionnaires – comme Daniel Bensaïd – auprès desquels j'ai construit ma culture politique dans les années 1970. Pour nous, l'étatisme, qu'il soit réformiste ou stalinien, était une impasse. Mais nous avions la solution : la démocratie directe dans la cité et dans l'entreprise, l'abolition du marché et la planification démocratique de l'économie empêcheraient les dérives capitalistes, bureaucratiques et liberticides. Une pyramide de conseils élus et révocables en finirait avec l'anarchie du marché et l'emprise de l'État. Un développement maîtrisé pacifierait les relations des femmes et des hommes entre eux et avec la nature. Quand l'Union soviétique s'est enfin effondrée, nous avons cru arrivée l'heure du

1. Evan Osnos, « Quand les ultra-riches se préparent au pire », *La Revue du Crieur*, n° 7, 2017.

socialisme démocratique. Las, 1990 a bien plutôt provoqué une atonie des peuples et une droitisation des « élites », nourries d'un libéralisme économique débridé bientôt complété par une poigne de fer sécuritaire. Où était notre erreur ?

Je demeure convaincu, avec des raisons malheureusement de plus en plus solides, que le capitalisme mène à l'effondrement de l'humanité et de la nature dont elle fait partie. Mais je rejoins le diagnostic radical de Bruno Trentin, penseur et dirigeant syndical italien, auteur de *La Cité du travail*<sup>1</sup> : avec la gauche du xx<sup>e</sup> siècle, nous avons fait fausse route. Nous avons cru pouvoir contrer le capitalisme avec la démocratie politique, par les nationalisations, la redistribution des richesses, la planification démocratique. Mais la sphère du travail imprime sa marque sur l'ensemble des comportements et des rôles sociaux. Obéir aux ordres durant toute une vie de travail ne prédispose pas à l'exercice du libre arbitre dans la cité. Pour qu'un peuple puisse déployer ses capacités démocratiques, il ne suffit pas de changer ceux qui commandent au travail, il faut remettre en cause la subordination. Il ne suffit pas d'accroître les richesses produites : il faut les définir et les produire autrement. Méconnaissant les avertissements des rares philosophes qui ont su penser ensemble travail et démocratie – Simone Weil, John Dewey ou Cornelius Castoriadis –, nous avons négligé le fait que la démocratie ne peut progresser dans la cité sans que recule la division du travail entre ceux qui pensent et ceux qui exécutent. Nous avons préféré le pouvoir d'achat au pouvoir d'agir et miné les fondements de la liberté politique en délaissant la liberté du travail.

La lecture de Trentin a renforcé ma conviction de la centralité du travail – du travail réel, concret, vivant, par opposition au

1. Bruno Trentin, *La Cité du travail. Le fordisme et la gauche* (1997), Paris, Fayard, 2012.

travail prescrit, abstrait, mort – dans la lutte pour une société plus juste et durable. Mais son projet politique post-fordiste n’a pas débouché. Il pensait que le capitalisme serait disposé à accepter, pourvu qu’une gauche intelligente le lui impose, un compromis où il concéderait de l’autonomie au travail contre l’acceptation des contraintes de la compétitivité et du marché mondial. Ce projet était également porté en France par les économistes de l’école de la régulation. Mais le néolibéralisme n’a jamais laissé d’espace au compromis. En m’appuyant sur un bilan critique de la vogue récente de « l’entreprise libérée », je montrerai pourquoi il est déraisonnable d’espérer concilier l’autogouvernement du travail avec le pouvoir absolu des actionnaires.

Trentin a sous-estimé la gravité du problème. Pour lui l’impasse productiviste de la gauche ne concernait que son aile étatiste et autoritaire, tandis qu’une deuxième gauche, certes minoritaire mais significative, aurait maintenu à bout de bras le drapeau de la liberté du travail levé par Proudhon, Fourier et Marx au siècle précédent. Cette gauche antiautoritaire devrait saisir les opportunités prodigieuses offertes par les nouvelles technologies de l’information et de la communication pour relancer son projet.

Avant d’entamer la rédaction de cet ouvrage je pensais confusément moi aussi que nous, la gauche libertaire et autogestionnaire, disposions d’éléments théoriques et d’expériences historiques qui faisaient de l’abolition de la division du travail entre dirigeants et exécutants une perspective crédible au moins à long terme. J’ai revisité les grands auteurs et relu l’histoire tourmentée des rapports entre le mouvement ouvrier et le taylorisme. Ma conclusion est décevante mais sans appel : aucun courant significatif du socialisme du xx<sup>e</sup> siècle n’a su imaginer ni expérimenter des formes réellement émancipatrices de travail.

J'ai fait un second constat encore plus déconcertant : c'est plutôt du côté patronal que s'est exprimé un réel intérêt pour la liberté du travail. Depuis des décennies, dans les sphères managériales, se sont multipliés débats et expérimentations – certes souvent marginales et toujours fragiles – autour de l'approche sociotechnique, des équipes autonomes, du management participatif, de l'*empowerment* des salarié.e.s. Tout récemment, « l'entreprise libérée » a inspiré nombre d'initiatives patronales qui ont fait la une des médias. Plus surprenant encore : des théoriciens du management ont proposé des modèles « d'entreprise autogouvernée » plus audacieux que les rêves autogestionnaires les plus fous.

C'est évidemment un paradoxe quand on se souvient avec quelle vigueur les fondateurs du socialisme prônaient la liberté du travail : la capacité des ouvrier.e.s de déterminer eux-mêmes les finalités, les méthodes et le rythme de leur travail pour se produire en tant qu'hommes libres. Pourquoi, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement ouvrier a-t-il pour l'essentiel abandonné cette aspiration ? On peut évoquer de multiples raisons : l'Union sacrée de 14-18, l'acceptation de la subordination contre des hausses de salaires, la croyance aveugle en le progrès et l'organisation « scientifique » du travail... Mais c'est chez Moishe Postone, dans son ouvrage phare *Temps, travail et domination sociale*, que j'ai trouvé une explication plus profonde. En deux mots – mais le chapitre 8 éclairera ce point essentiel –, le capitalisme domine les travailleurs en transformant leur travail en une pure abstraction, ce qu'ils doivent accepter pour négocier leur salaire. Dit autrement, c'est en réduisant le travail à une série de gestes ou de compétences standardisées, indépendantes des objets ou des personnes concrètes à qui s'applique ce travail, que le travail mort (le capital) domine le travail vivant. Redonner une place centrale au travail vivant supposera, comme on le verra, de faire des

finalités et des effets concrets du travail les critères essentiels de sa gouvernance, ce que j'appellerai « instituer le travail concret ».

Heureusement, il semble que la liberté du travail puisse enfin devenir une question politique centrale. Les États et la classe politique n'y sont pour rien : la pression vient de la société. Dans l'après-2008, la flambée du chômage n'a pas, contrairement à l'habitude, relégué dans l'insignifiance les enjeux des conditions et de la santé au travail. Au contraire, avec les controverses sur la souffrance au travail, les risques psychosociaux et la qualité de vie au travail, la nécessité de préserver la santé au travail n'a sans doute jamais été aussi présente dans l'opinion publique, la presse, l'action syndicale, la recherche en sciences du travail. En France, le mouvement social de 2016 contre la loi El Khomri a exprimé le refus de la dégradation du travail par un slogan largement repris, « On vaut mieux que ça ». Beaucoup de jeunes sont à la recherche de nouvelles formes de travail porteuses de sens, fût-ce hors du cadre du CDI à temps plein ou même du salariat, comme l'agriculture paysanne ou les coopératives d'activité. Même les syndicats, longtemps indifférents, se préoccupent désormais vraiment de la qualité du travail.

Quels pourraient être les fondements théoriques et politiques d'un mouvement visant la liberté du travail, c'est-à-dire une organisation du travail qui permette aux travailleurs de maîtriser leur travail et en tant que citoyens, d'en décider les finalités ? C'est la question centrale que pose cet ouvrage. Comme l'analysait Karl Polanyi dans *La Grande Transformation*, les prédatations qu'inflige le capitalisme libéral au travail et à la nature suscitent des « contre-mouvements » d'autodéfense de la société. Ma thèse principale dans ce livre est la suivante : à la différence des années 1920-1930, où la société cherchait refuge du côté de l'État, cette fois c'est du côté du travail vivant qu'elle explore des issues. Au sein du management, on met en avant, avec certes

beaucoup de faux-semblants, la responsabilité sociale et environnementale des entreprises ou la qualité de vie au travail. Avec « l'entreprise libérée » ou « autogouvernée », on expérimente des formes réellement nouvelles d'auto-organisation du travail. Mais c'est surtout sur la base de la résistance quotidienne du travail vivant qu'ont émergé des innovations théoriques et pratiques parmi lesquelles je distinguerai ici le travail collaboratif et le *care*.

Un bouillonnement créatif agite depuis une vingtaine d'années les domaines du travail collaboratif, de l'économie de l'échange et de la fonctionnalité, de l'éthique et de la société du *care*, de la psychodynamique et de la clinique du travail... Je vais montrer comment toutes ces initiatives pratiques et théoriques, d'une façon ou d'une autre, mettent en avant le travail vivant contre le travail mort, le travail concret contre le travail abstrait, la valeur d'usage contre la valeur d'échange, l'égalité contre la subordination.

Ces nouvelles conceptions du travail sont fertiles bien au-delà des domaines où elles ont éclos. Comme le souligne la philosophe Joan Tronto, le principe du *care* déborde très largement les services de soins aux personnes : mettre le *care* au cœur du travail, de tout travail, c'est construire une société de l'attention, où l'organisation de la production serait soigneusement réglée par les personnes et les groupes concernés, en y incluant le souci des autres et de la nature. De même les principes du travail collaboratif ou de la *share economy*, on le verra, sont valides bien au-delà de l'Internet. Ils rejoignent un principe d'organisation, celui des communs, qui a été initialement identifié par Elinor Ostrom – « Nobel<sup>1</sup> » d'économie 2009 – autour de la gestion communautaire des ressources naturelles (eau, pêche, forêts...), mais déborde lui aussi ce domaine. Le

1. Entre guillemets, car il s'agit en fait du « prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel », lequel détestait l'économie...

commun, c'est la « co-obligation fondée sur la codécision et la co-activité<sup>1</sup> », c'est l'auto-organisation durable d'une communauté productive. Parier sur la construction des communs pour mettre en œuvre un travail collaboratif inspiré par l'éthique du *care*, c'est faire à la fois de la démocratie un outil de travail et du travail l'école de la démocratie. On s'éloigne ainsi d'une universalité abstraite et mutilante pour se rapprocher d'une universalité attentive aux détails et aux différences et on commence à dessiner une politique du travail vivant qui pourrait changer la donne.

La gauche aujourd'hui en miettes se complait trop souvent dans le « c'était mieux avant ». Bien sûr, les conquêtes sociales du xx<sup>e</sup> siècle ont fait reculer la misère, l'humiliation et la peur du lendemain : il faut les défendre âprement contre l'avidité des privilégiés. Mais nous ne pourrons pas les reconstruire à l'identique : il nous faudra réinventer. Communistes, sociaux-démocrates, libertaires, nous avons tous échoué, de façons certes différentes mais pour au moins une raison commune : avoir cru qu'on pouvait changer la politique sans changer le travail. Ce faisant nous avons nourri par surcroît le productivisme et le consumérisme, seules compensations possibles à la mutilation taylorienne.

Quant à l'écologie politique, elle connaîtra elle aussi de terribles désillusions si elle négligeait la question du travail ou la considérait comme obsolète, ainsi que l'y incitent certains de ses penseurs. L'idée court, par exemple, que la révolution numérique nous débarrasserait du travail. Ou bien qu'elle serait par nature immatérielle et collaborative, subversive et porteuse du pouvoir de la multitude. Qu'il faudrait oublier les luttes désuètes du salariat et se focaliser sur la revendication du revenu de base, fondement d'une société de décroissance et de convivialité.

1. Pierre Dardot, Christian Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Découverte, 2014, p. 465.

Or les technologies numériques ne portent en elles-mêmes ni la disparition du travail, ni sa libération, ni la transition écologique. Façonnées par les logiques étatique et capitaliste, elles risquent d'accroître encore les consommations d'énergie et de matières, d'organiser un contrôle total des populations et de mobiliser une gigantesque force de travail en ligne, soumise aux clics de souris des donneurs d'ordre. À l'inverse, mises au service des communs, elles peuvent favoriser une réorganisation conviviale et démocratique de la société. Au-delà de la question – importante mais jamais déterminante – de la technologie, se pose celle des projets sociaux concurrents qu'elle peut servir et qui la façonnent.

Un projet écosocialiste pour le <sup>xxi</sup><sup>e</sup> siècle reste largement à élaborer à partir des actuelles expérimentations sociales. Mais nous savons déjà qu'il impliquera une révision fondamentale de la vision occidentale, machiste et mécaniste de la société. Notre méfiance profonde envers l'État ne nous empêchait pas de croire à la planification centralisée, dont nous pensions qu'elle pourrait être démocratique. Nous jugions possible de se passer facilement du marché, qui serait remplacé par la délibération politique pour décider centralement quoi produire et comment. En préparant ce livre, j'ai découvert que cette bévue s'enracinait paradoxalement dans la même vision mécaniste du fonctionnement social qui nous faisait ignorer la possibilité d'une organisation démocratique du travail.

Hayek était un rude penseur. Les théoriciens du plan socialiste, contre lesquels il polémiquait dans les années 1930, voyaient la société socialiste comme un vaste Meccano parfaitement maîtrisable dès lors que l'État en connaîtrait les détails : « Le socialisme, c'est le recensement », disait Lénine. Hayek rejetait à juste titre cette croyance en une possible transparence de la société. Il croyait au marché comme un mécanisme spontané, souple et

vivant de production et de circulation d'information en vue de prises de décisions décentralisées. Certes il négligeait l'omniprésence des monopoles qui fait du capitalisme réel un système profondément antilibéral. Il oubliait aussi – tout comme ses contradicteurs marxistes – que la subordination du travailleur dans l'entreprise sape sa capacité à exercer sa liberté en général. Mais sa conception de la société comme système vivant auto-organisé demeure féconde. Contrairement à ce qu'il pensait, il n'y a aucune raison de ne pas l'appliquer aussi à l'entreprise.

Les récents développements de la théorie de l'entreprise autogouvernée prospèrent à partir de cette vision, activement défendue par René Passet<sup>1</sup> depuis longtemps déjà. Le profit n'est pas un but en soi mais un moyen d'atteindre une mission qualitative, d'ordre sociétal, déterminée par les parties prenantes à la vie de l'entreprise. Chacun.e prend librement les initiatives et les décisions qu'elle veut à l'intérieur de son champ de compétences, à condition d'avoir consulté les personnes concernées et en se guidant sur la raison d'être de l'entreprise. La répartition des compétences résulte elle-même d'un processus permanent de délibération qui permet d'adapter les structures et les activités de l'organisation à un environnement changeant. Les technologies sont au service du travail, et non l'inverse.

Ce mode d'organisation pourrait faire reculer le degré d'abstraction du travail. Il donnerait au travail vivant un avantage – toujours précaire et enjeu de lutte – sur le travail mort. À condition évidemment, comme le montrent les impasses actuelles de « l'entreprise libérée », que soient menées de vraies « réformes structurelles » de la gouvernance des entreprises et, plus généralement, des marchés du travail et des capitaux.

1. René Passet, *L'Économique et le Vivant* (1979), Paris, Économica, 1996.

Aux réalistes qui trouveront de telles suggestions bien illusoire face à l'actuel triomphe des logiques financière et sécuritaire, Simone Weil a définitivement répondu : « Étant donné que notre impuissance presque complète à l'égard des maux présents nous dispense du moins, une fois clairement comprise, de nous soucier de l'actualité en dehors des moments où nous en subissons directement l'atteinte, quelle tâche plus noble pourrions-nous assumer que celle de préparer méthodiquement un tel avenir en travaillant à faire l'inventaire de la civilisation présente ? »

Avec cependant une différence majeure : alors qu'en son temps, bien que consciente de l'épuisement inéluctable des « ressources matérielles de notre civilisation », elle pouvait encore juger « raisonnable de penser que les générations qui seront en présence des difficultés suscitées par l'effondrement du régime actuel sont encore à naître »<sup>1</sup>, l'urgence qui pèse sur les jeunes générations d'aujourd'hui pourrait les contraindre à sortir de cette impuissance. Car tous les indicateurs du changement climatique sont en voie d'emballage incontrôlé : comme le dit Jean Jouzel, « pas besoin de faire de catastrophisme, la situation est catastrophique ».

Un avant-dernier mot pour clarifier d'où je parle : ma réflexion est celle d'un statisticien et économiste engagé dans le débat public (sans engager son institution). Pour moi, la finalité de l'économie comme science sociale est d'aider les acteurs à dessiner les organisations productives et les régulations les plus cohérentes avec les valeurs et les finalités qu'elles et ils choisissent collectivement. La défense et la promotion de la vie solidaire – des humains entre eux et avec la nature – contre la

1. Simone Weil, *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale* (1934), Paris, Gallimard, « Folio », 1998, p. 96.

logique mortifère du capital me semblent être aujourd'hui les finalités premières que devrait se donner la société : la liberté du travail en est une condition exigeante mais impérative.

Un dernier mot pour remercier celles et ceux qui ont eu la grande gentillesse de bien vouloir relire et commenter amicalement mais rigoureusement une première version de ce texte : Geneviève Azam, Philippe Davezies, Jean Gadrey, Julien Lusson, Coralie Perez, Laurent Vogel ainsi que tous les chercheurs dont les travaux m'ont nourri et que je cite abondamment au fil de l'ouvrage. Merci aussi à mes coauteurs et collègues, qui me supportent (dans les deux sens du terme) au quotidien avec beaucoup de patience et peut-être un peu d'amitié.

## **Guide de lecture**

L'ouvrage est divisé en quatre parties.

Dans la première « Peut-on en finir avec le travail ? » (chapitres 1 à 3), je propose un état des lieux de la situation du travail aujourd'hui. Je m'appuie sur de nombreux travaux empiriques français et étrangers, et plus particulièrement sur l'enquête sur les conditions de travail en France dont j'ai la charge au ministère du Travail ainsi que sur l'enquête européenne sœur. Le premier chapitre propose une description statistique originale du bien (ou mal)-être de la population active française, incluant les chômeurs, en fonction de ses conditions de (non-)travail. La principale conclusion est que le travail contribue au bien-être psychologique pour un actif sur trois, mais au mal-être pour plus de la moitié des personnes interrogées. Au chapitre 2, je remonte aux causes des situations de travail difficiles décrites, par une vision critique et synthétique des modes de gouvernance et d'organisation (que j'ai

qualifiés de « néolibéraux<sup>1</sup> ») du travail. Le chapitre 3 aborde les débats actuels sur la fin du travail, la révolution numérique et le rôle d'Internet. J'y démystifie les discours prophétiques, alarmistes ou triomphalistes, qui ont en commun un déterminisme technologique simpliste : l'histoire des rapports entre les techniques et le travail montre le rôle central des choix humains, de nature organisationnelle et politique, par rapport à une prétendue fatalité technique.

La deuxième partie « L'impensé de la gauche sur le travail » (chapitres 4 et 5) revêt un caractère historique : j'y relis l'histoire des rapports entre la gauche et le travail comme activité. La gauche a évidemment beaucoup parlé du travail comme facteur de production, comme effort méritant salaire, comme moyen d'accéder à la dignité, comme espace de lutte et de solidarité... Mais elle a très peu considéré l'activité de travail en elle-même, comme espace et temps d'exercice et de développement des facultés humaines. Deux traditions coexistent à cet égard : une partie de la gauche, productiviste et étatiste (chapitre 4), a ouvertement adhéré au mythe de l'organisation scientifique du travail comme source d'abondance. « L'autre gauche » (ou « deuxième gauche »), dont je suis, a critiqué la mutilation taylorienne sans pour autant, comme je le montre dans le chapitre 5, proposer de réelle alternative.

La troisième partie « Apports et impasses du management humaniste » (chapitres 6 et 7) s'intéresse également à l'histoire de l'activité de travail, mais vue du management. J'y montre comment une longue tradition de managers que je qualifie « d'humanistes » a tenté, avec beaucoup d'opiniâtreté et des succès parfois réels, de théoriser et de mettre en pratique des alternatives à la vision mécaniste et déshumanisante portée par le

1. Thomas Coutrot, *L'Entreprise néolibérale, nouvelle utopie capitaliste ?*, Paris, La Découverte, 1998.

taylorisme et l'automatisation fordiste. Cette tradition s'incarne aujourd'hui dans le courant dit de « l'entreprise libérée », dont j'analyse les apports et les limites. Il est notable que ces expériences, tout au long de leur histoire, ont provoqué très peu de débats dans les milieux intellectuels et militants de la gauche et du syndicalisme.

La quatrième partie « Le travail vivant au cœur de la démocratie » (chapitres 8 à 11) est sans doute la plus novatrice, elle peut se lire indépendamment des trois premières même si celles-ci en constituent le fondement. Le chapitre 8 procède à une réinterprétation des précédents. Pourquoi le mouvement ouvrier a-t-il si facilement accepté la subordination ? Pourquoi les salarié.e.s semblent-elles se résigner si facilement à l'absence d'autonomie au travail, qui affecte pourtant leur santé ? Je m'appuie sur la lumineuse réinterprétation de Marx par Moishe Postone pour le comprendre : pour se valoriser, le travail doit se laisser enrôler par le capital dans un processus d'abstraction qui suppose sa standardisation, comme je le montrerai en détail. La justice salariale elle-même – « à travail égal, salaire égal » – présuppose de réduire l'infinie diversité des travaux concrets que réalisent les personnes au travail à un nombre réduit de tâches routinisées entre lesquelles il est possible de tirer un trait d'égalité. Le travail abstrait est ce qui constitue et simultanément enferme le prolétariat.

Au chapitre 9, j'interroge les rapports entre travail et démocratie. Je montre d'abord, à l'aide de récents travaux de recherche sur la psychologie des organisations et l'intelligence collective, pourquoi la liberté et l'égalité dans le travail sont des facteurs d'efficacité<sup>1</sup> économique. En sens inverse je mets en évidence,

1. Par efficacité économique, j'entendrai ici l'économie de ressources dépensées pour atteindre des fins utiles. Bien sûr, les critères de l'efficacité ne peuvent se limiter au seul profit, j'y reviendrai au chapitre 11.



